



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des Relations
avec les Collectivités
Territoriales**

Arrêté

***portant prescriptions complémentaires pour des installations de production d'électricité
utilisant l'énergie mécanique du vent***

SAS Energie Eolienne de Plouguernével

Parc éolien de Plouguernével sur les communes de Plouguernével et de Gouarec

Le Préfet des Côtes d'Armor

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la construction et de l'habitation notamment l'article L.112-12 concernant la réception de la radiodiffusion ou de la télévision ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2013 autorisant la société SAS Energie Eolienne de Plouguernével à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie

mécanique du vent sur les communes de Plouguernével et de Gouarec ;

Vu la demande de modification présentée le 17 juillet 2024, et complétée le 1^{er} avril 2025, pour :

- réduire le nombre d'éolienne, passant de 5 à 3 éoliennes ;
- modifier les caractéristiques des éoliennes envisagées pour le site ;
- déplacer les trois éoliennes de quelques dizaines de mètres afin de respecter les contraintes techniques et de limiter les impacts sur la biodiversité ;
- renforcer les conditions du bridage chiroptérologique.

Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 13 février 2025 ;

Vu l'avis favorable de la Circulation Aérienne Militaire en date du 16 octobre 2024 ;

Vu l'instruction du Gouvernement du 11 juillet 2018 de la Direction générale de la prévention des risques (DGPR) du ministère de la Transition Écologique et Solidaire qui vise à fournir les éléments d'appréciation du caractère substantiel ou non des différents cas de figures d'un projet de demande de renouvellement (« repowering ») d'un parc éolien terrestre ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 2 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société par courriel le 6 mai 2025 ;

Vu l'observations formulée par l'exploitant par courriel du 6 mai 2025 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement ;

Considérant les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que, suite à la demande de compléments du 7 mars 2025, le pétitionnaire a complété son dossier le 1^{er} avril 2025 ;

Considérant que le pétitionnaire a fait le choix de limiter le diamètre maximal du rotor à 117 m en retenant exclusivement le modèle Nordex 117, ce qui entraîne une augmentation de la garde au sol à 32,5 m par rapport à la Vestas V126 et permet ainsi de réduire le risque d'impact du projet sur la faune volante ;

Considérant que le pétitionnaire s'est engagé à mettre en place un bridage chiroptérologique sur le parc éolien actuellement en exploitation et à réaliser un suivi environnemental pour l'année 2025 ;

Considérant que le pétitionnaire confirme disposer de la maîtrise foncière sur l'ensemble des parcelles concernées et que le déplacement des éoliennes n'implique pas l'implantation sur de nouvelles parcelles ;

Considérant que l'étude de dangers a été complétée afin de corriger les erreurs identifiées,

notamment en ce qui concerne l'évaluation des risques liés à la projection de glace ;

Considérant l'implantation des éoliennes à plus de 500 m des zones destinées à l'habitation et des zones habitées ;

Considérant la mise en place dès la mise en service d'un plan de gestion acoustique, et l'engagement de l'exploitant de réaliser une campagne de mesure de bruit dans un délai maximal de 12 mois après la mise en service afin de vérifier la conformité des éoliennes avec la réglementation et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires à prévenir et réduire les nuisances sonores ;

Considérant la nécessité de protéger les chiroptères et donc de prévenir les risques de collisions en bridant l'ensemble des éoliennes à certaines périodes de l'année et selon certaines conditions météorologiques ;

Considérant l'engagement du pétitionnaire de mettre en place un protocole :

- de suivi d'activité de l'avifaune pour évaluer l'évolution des populations d'oiseaux après la mise en service du parc éolien afin de vérifier l'adéquation entre les prévisions d'impact et la réalité du terrain.
- de suivi d'activité en hauteur des chiroptères ;
- de suivi de la mortalité des chiroptères et de l'avifaune conformément aux recommandations du protocole national en vigueur ;

Considérant la nécessité d'assurer la mise en place de ces suivis dès la première année de fonctionnement du parc, de les réaliser chaque année pendant les trois premières années, puis de poursuivre avec une périodicité de 5 ans ;

Considérant que le parc éolien faisant l'objet d'une modification est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2013 susvisé ;

Considérant ainsi que le porter à connaissance susvisé est déposé en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il doit être instruit selon les modalités de cet article ;

Considérant que le projet modificatif du parc éolien :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions

complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'Environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier et fixer des prescriptions complémentaires, suite aux modifications apportées au projet ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'Environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor :

ARRÊTE

Titre I : Dispositions communes

Article I.1 :

La présente autorisation environnementale tient lieu d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'Environnement.

Article I.2 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS Energie Eolienne de Plouguernével, dont le siège social est situé Bât C Rue du Pré Long, Val Plaza, 35770 VERN SUR SEICHE, est soumise aux dispositions suivantes pour la modification du nombre d'éoliennes, de leur gabarit, ainsi que de leur ajustement de leur positionnement au sein du parc éolien qu'elle est autorisée à exploiter sur les communes de Plouguernével et de Gouarec.

Titre II : Dispositions applicables au parc éolien de Plouguernével AVANT renouvellement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'environnement

Article II-1 : Protection des chiroptères /avifaune

• Bridage :

Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la notification du présent arrêté :

Les 5 éoliennes sont arrêtées du 1^{er} mai au 31 octobre toute la nuit, durant 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil, lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- vitesse du vent inférieure à 5,5 m/s,
- température supérieure à 11 °C,
- en l'absence de pluie marquée (< 0,2 mm/h).

- **Suivi environnemental :**

Le protocole de suivi environnemental mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, notamment en justifiant le nombre de prospections et la répartition en fonction des risques identifiés dans les études naturalistes, de la bibliographie et de la connaissance du site.

Il sera complété par les prescriptions suivantes :

- Pour les chiroptères : il comprendra un suivi d'activité **au sol et en hauteur**, sur un **cycle biologique complet**, couplé à un suivi de mortalité.
- Pour l'avifaune : il comprendra un suivi de mortalité sur un cycle complet, de janvier à décembre.

Les suivis de mortalité pourront être mutualisés pour sur les périodes communes.

Les suivis de mortalité et d'activité devront être couplés afin de pouvoir corrélérer l'activité en altitude au regard des cadavres découverts.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. **Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.**

- **Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères :**

Toute mortalité avifaune ou chiroptère doit être déclarée au titre de l'article R.512-69. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées en transmettant une fiche ou un rapport conclusif d'incident. Il propose des mesures d'urgence à mettre en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation.

En cas de mortalité d'une espèce menacée (CR : en danger critique, EN : en danger ; VU : vulnérable sur une liste rouge nationale ou régionale) ou en cas de mortalité massive d'une espèce protégée, une notification supplémentaire doit être transmise au Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

- **Contrôle et ajustements**

L'exploitant rédige et met en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de bridage. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les dates et heures de mise à l'arrêt, ainsi que les données météorologiques observées.

En cas de détection d'impacts significatifs, l'exploitant propose, sous 1 mois, un renforcement des mesures de bridage ou d'autres mesures correctives, après information de l'Inspection des Installations Classées.

- **Système de sécurité**

Le système de bridage des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

Toutes les alertes, dysfonctionnement et actions correctives mises en place devront faire l'objet d'une consignation dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et arrêter manuellement les machines concernées, dans un délai maximum d'une heure après l'alerte si celle-ci a lieu durant la période de bridage défini au paragraphe « Bridage » de cet article et ceux jusqu'au rétablissement du bon fonctionnement du système.

- **Gestion des abords des éoliennes :**

Les plateformes et leurs abords seront rendus inattractifs pour les oiseaux et les chiroptères.

Article II-2 : Démantèlement et remise en état du parc initial

Conformément aux articles R.515-105 à 108 du Code de l'environnement, l'exploitant réalisera une procédure de cessation et la mise en œuvre des opérations de démantèlement.

Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

- La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.
- L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points ci-dessus.

Titre III : Dispositions applicables au parc éolien de Plouguernével APRES renouvellement au titre de l'article L.181-1-2° du code de l'environnement

Article III-1 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Coordonnées WGS 84		Commune	Parcelles cadastrales
	X	Y	Lat.	Long.		
E1	238 959,30	6 811 442,80	48°14'23.69" N	03°12'59.03" O	Plouguernével	YD 40
E2	239 142,70	6 811 220,30	48°14'16.97" N	03°12'49.31" O	Plouguernével	YD97 et YD 98
E3	239 483,30	6 811 103,90	48°14'14.08" N	03°12'32.40" O	Plouguernével et Gouarec	YD 13 et B 49
Poste de livraison	238 894,48	6 811 148,47	48°14'14.02" N	03°13'01.04" O	Plouguernével	YD 40

Article III-2 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande de renouvellement déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article III-3 : Archéologie

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.531-14 à L.531-16 du code du patrimoine, le pétitionnaire devra signaler toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux auprès du service Régional de l'archéologie de la DRAC.

Article III-4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs : 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	3 éoliennes : - Hauteur maximale en bout de pale : 150 m - Hauteur maximale du moyeu : 91 m - Garde au sol minimale : 32,5 m	A

A : installation soumise à autorisation

Article III-5 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié susvisé

Les garanties financières définies dans le présent article s'appliquent pour les activités visées à l'article III.1. du titre III

Montant initial :

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du Code de l'Environnement par la SAS Energie Eolienne de Plouguernével, s'élève donc à :

$$M = \Sigma(Cu)$$

Où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation
- Cu le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues aux articles L. 515-46, R. 515-101 et R. 515-107 du Code de l'environnement.

Le coût unitaire forfaitaire Cu est égal à : 50 000.

Soit pour le parc éolien de Plouguernével :

$$M = 3 \text{ éoliennes} \times (75\,000 + 25\,000 \times (3,675 \text{ MW} - 2))$$

$$M = 350\,625 \text{ €}$$

L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la Préfecture.

Réactualisation :

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

où :

- Mn : Montant exigible à l'année n ;
- M : Montant initial de la garantie financière de l'installation ;
- Index n : Indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie;
- Index 0 : indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 « converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 »
- TVA : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;
- TVA 0 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 1er janvier 2011, soit 19.6 %.

Article III-6 : Protection des chiroptères /avifaune

L'exploitant respectera les engagements pris dans son dossier et les dispositions suivantes :

- **Bridage :**

Dès la mise en service du parc, l'exploitant applique un bridage ferme pour limiter les risques de collision, conformément aux engagements pris dans le dossier de demande de renouvellement.

Les 3 éoliennes sont arrêtées du 1^{er} mai au 31 octobre toute la nuit, durant 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil, lorsque l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- vitesse du vent inférieure à 5,5 m/s,
- température supérieure à 11 °C,
- en l'absence de pluie marquée

- **Contrôle et ajustements**

L'exploitant rédige et met en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de bridage. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les dates et heures de mise à l'arrêt, ainsi que les données météorologiques observées.

En cas de détection d'impacts significatifs, l'exploitant propose, sous 1 mois, un renforcement des mesures de bridage ou d'autres mesures correctives, après information de l'Inspection des Installations Classées.

- **Système de sécurité**

Le système de bridage des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs,

instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

Toutes les alertes, dysfonctionnement et actions correctives mises en place devront faire l'objet d'une consignation dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et arrêter manuellement les machines concernées, dans un délai maximum d'une heure après l'alerte si celle-ci a lieu durant la période de bridage défini au paragraphe « Bridage » de cet article et ceux jusqu'au rétablissement du bon fonctionnement du système.

- **Suivi environnemental :**

L'exploitant met en place un ***suivi environnemental conforme au protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées*** applicable aux chiroptères et à l'avifaune selon les modalités suivantes :

- Suivi d'activité :

- de l'avifaune : Un suivi comportemental est mis en place afin d'analyser l'évolution des populations d'oiseaux après la mise en service du parc et de comparer les observations aux prévisions d'impact initiales sur un cycle biologique complet.

Ce suivi comprend au moins 15 sorties terrain, réparties en fonction des périodes biologiques clés :

- Oiseaux nicheurs : 3 sorties entre fin mars et fin juin.
- Oiseaux hivernants : 2 sorties entre décembre et janvier.
- Migrateurs postnuptiaux : 6 sorties entre fin août et mi-novembre.
- Migrateurs pré-nuptiaux : 4 sorties entre fin février et début avril.

Ce suivi pourra être adapté en fonction des espèces à enjeux sur le site.

- des chiroptères : Un suivi d'activité en nacelle est réalisé sur l'éolienne E2 afin d'évaluer l'activité des chiroptères et d'identifier les risques de collision sur un cycle biologique complet.

- Suivi de mortalité :

- des chiroptères : il sera couplé au suivi d'activité des chiroptères afin de mettre en corrélation l'activité en altitude et les cadavres découverts. Il est réalisé sur un cycle biologique complet et comprend au minimum 24 prospections par an, de la semaine 14 à la semaine 44, conformément au dossier de renouvellement.
- de l'avifaune : il sera couplé au suivi d'activité de l'avifaune afin de mettre en corrélation l'activité et les cadavres découverts. Il est réalisé sur un cycle biologique complet. Selon les résultats de la première année et en l'absence de mortalité sur certains mois, un ajustement de la période de suivi de la mortalité de l'avifaune pourra être réalisé.

Dans le cas, où de la mortalité significative était détectée en dehors de la période du bridage chiroptère, des mesures de réduction devront être mises en place rapidement.

Lors de ce suivi de mortalité, l'exploitant s'informe tous les mois de la mortalité

brute constatée et, si nécessaire, est réactif pour renforcer les mesures de réduction.

Un test de prédation sera réalisé compte tenu de la forte présence de renards dans le département. Le résultat obtenu permettra de définir la fréquence de passage. La méthode, les résultats et les conclusions devront figurer dans le rapport de synthèse du suivi environnemental. Si le taux de prédation est fort, un minimum de 2 passages par semaine devra être réalisé.

Le suivi environnemental sera réalisé ***durant les 3 premières années de mise en service*** du parc éolien ***puis tous les 5 ans après la mise en service***.

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si le suivi met en évidence un impact significatif sur des espèces protégées, l'exploitant devra :

- Mettre en œuvre des actions correctives pour réduire cet impact ;
- Informer rapidement l'Inspection des Installations Classées ;
- Renouveler le suivi dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives mises en place.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

- ***Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères :***

Toute mortalité avifaune ou chiroptère doit être déclarée au titre de l'article R.512-69. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées en transmettant une fiche ou un rapport conclusif d'incident. Il propose des mesures d'urgence à mettre en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation.

En cas de mortalité d'une espèce menacée (CR : en danger critique, EN : en danger ; VU : vulnérable sur une liste rouge nationale ou régionale) ou en cas de mortalité massive d'une espèce protégée, une notification supplémentaire doit être transmise au Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

- ***Éclairage :***

L'éclairage au pied des éoliennes devra être assuré uniquement par un système à déclenchement manuel. L'écologue responsable du suivi environnemental s'assurera lors de ses visites sur le terrain que ces dispositions sont respectées.

- ***Gestion des abords des éoliennes :***

Les plateformes et leurs abords seront rendus non attractifs pour les oiseaux et les chiroptères. Le traitement réalisé sur les plateformes de montage (compactage du sol, graviers stériles...) sera également appliqué en pied d'éoliennes, ainsi que sur les bordures des chemins d'accès.

Toutes les surfaces ne pouvant être cultivées seront dans la mesure du possible empierrées et compactées avec des matériaux granulaires, et entretenues afin de réduire l'attractivité

des chiroptères et des oiseaux (dont les rapaces).

Le débroussaillage annuel autour des plateformes est prévu en dehors de la période de reproduction des oiseaux nicheurs, soit entre le 1er avril au 31 juillet.

Article III-7 : Protection du paysage

- Les raccordements électriques entre les éoliennes seront enterrés.
- Un balisage diurne et nocturne sera mis en place selon la réglementation en vigueur, il sera synchronisé à l'échelle du parc.

Dans le cas où d'autres parcs éoliens mis en service avant le 01/02/2019 sont présents dans l'environnement proche, l'exploitant se rapprochera des propriétaires de ces parcs pour leur proposer une synchronisation des flashes lumineux, selon la fréquence fixée dans l'Arrêté du 23 avril 2018 (modifié le 29/03/2022).

III. Mesures compensatoires liées aux enjeux environnementaux

L'exploitant respectera les mesures d'accompagnement prévues dans son dossier.

En lien avec les mesures C1.1a et C2.1 permettant de compenser l'abattage de 61 ml de haie pour l'aménagement des accès, l'exploitant s'engage à planter 122 ml de haies d'une largeur d'emprise de 1 m. Une distance minimale de 200 m autour des éoliennes devra être respectée. Ces plantations seront réalisées entre novembre et mars afin de favoriser la reprise des plants.

L'exploitant réalisera un suivi de ces plantations sur une période suffisante permettant de s'assurer du bon développement de cette haie.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'ensemble des documents et justificatifs relatifs à la mise en œuvre et au suivi des mesures définies dans le présent article.

Article III-8 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

- **Avant le démarrage des travaux**, un géomètre matérialisera l'emplacement exact des éoliennes et du poste de livraison, conformément aux coordonnées indiquées à l'article I-3 afin de respecter la distance des 500 m réglementaires.

- **Suivi de chantier** : la phase chantier sera suivie par un écologue.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'ensemble des rapports établis par l'écologue.

- **Sols, sous-sols, eaux** :

- Une étude géotechnique sera réalisée avant le chantier.
- Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonnes pratiques environnementales et devront notamment être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.
- Les engins de chantier et les camions de transport circuleront uniquement sur les chemins d'accès renforcés/créés et sur les zones spécialement aménagées pour les accueillir.

- Les terres végétales et de déblai seront séparées, le stockage de la terre végétale sera effectué en merlon, suite à la phase chantier, la terre végétale sera remise en place sur les secteurs démantelés et la terre de déblai excédentaire sera évacuée.
- **Habitats naturels et flore – Evolution des engins :** Les zones d'évolution des engins seront physiquement matérialisées afin de limiter la dégradation des milieux naturels.
- **Protection de la faune :**
 - Un plan de circulation est mis en place dès le début de la phase chantier en concertation avec un écologue afin de minimiser l'impact des engins sur la faune et les habitats naturels.
 - Le calendrier des travaux est adapté aux cycles biologiques des espèces sensibles présentes sur le site afin de limiter les perturbations et la destruction des habitats.

▪ **Phase de débroussaillage et d'abattage (préparation du site).**

La coupe des haies et le défrichement doivent être réalisées entre le 1^{er} août et le 31 octobre pour éviter :

- les perturbations et la destruction de nids ou gîtes des espèces (1^{er} avril au 31 juillet)
- la période d'hibernation des chiroptères, des amphibiens et des reptiles (1^{er} novembre au 31 janvier).

Avant tout défrichement, un écologue interviendra pour s'assurer que les arbres et haies concernés ne présentent pas d'enjeux écologiques, notamment la présence d'habitats et/ou d'espèces protégés.

En cas de découverte de nids ou de gîtes, l'écologue sera force de proposition afin de mettre en place des mesures adaptées.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'ensemble des rapports établis par l'écologue.

▪ **Création des chemins d'accès, terrassement, montage des éoliennes et passage des câbles.**

Ces travaux doivent être réalisés après la phase de débroussaillage et terminés avant la période de reproduction (soit avant le 1^{er} avril).

▪ **Cas spécifique de l'éolienne E3 (proximité des zones humides) :**

Le terrassement et la création des chemins d'accès doivent être réalisés entre le 1^{er} août et le 31 octobre, période où les zones humides sont les plus sèches.

Un pédologue devra évaluer la praticabilité du sol dans les 5 jours précédant les travaux pour éviter toute perturbation excessive.

▪ **Modification du calendrier des travaux**

Toute adaptation du calendrier devra être validée par un écologue, qui attestera que cette modification ne compromet pas la protection des espèces.

L'inspection des installations classées devra être informée de cette adaptation préalablement à sa mise en œuvre.

En cas d'impossibilité de respecter ces périodes, un suivi écologique renforcé sera mis en place : Un écologue interviendra sur site tous les 15 jours pour s'assurer de l'absence de dérangement des espèces et de destruction des nids ou gîtes.

- **Protection des zones humides :**

- La phase de chantier est suivie par un écologue qui portera une attention particulière aux zones humides situées à proximité immédiate des travaux.

Un plan de limitation d'emprise sera établi, comprenant :

- Les zones d'exclusion (piquetage et interdiction stricte d'accès),
- Les réductions possibles (optimisation de la plateforme temporaire),
- Les techniques de stockage adaptées (ex. supports à pression au sol réduite).

Avant toute intervention des engins, un balisage sera mis en place pour délimiter les zones sensibles (haies à enjeu biodiversité, cours d'eau, zones humides).

- **Interdictions formelles**

- Toute circulation et intervention dans les zones humides balisées est strictement interdite.
- Aucun décaissement ne peut être réalisé en zone humide.
- Aucune fondation, accès, câblage ou plateforme ne doit empiéter sur une zone humide ou un cours d'eau.

Article II-5 : Autres mesures de suppression, réduction et compensation

- **Acoustique :** L'exploitant établit un plan de gestion acoustique permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé (notamment pour la période nocturne, soit de 22 h à 7 h). Ce plan de gestion acoustique est vérifié sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc, selon les modalités décrites dans l'article II-6 du présent arrêté.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).

En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique sera révisé.

- **Radiodiffusion – Télévision :** Sans préjudice des dispositions du code de la construction et de l'habitation, en cas de dégradation de la réception de la radiodiffusion ou de la télévision liée au fonctionnement des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre des actions correctives de manière à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage, soit au cas par cas, soit de manière générale pour les secteurs concernés par ces interférences.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des installations mises en œuvre jusqu'au démantèlement des aérogénérateurs.

- **Servitudes aéronautiques** : Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre interviendra sur le site permettant de valider l'altimétrie et l'emplacement des aérogénérateurs.
- **Ombres portées** : Si une gêne due au phénomène stroboscopique lié à la rotation des pales est constatée, l'exploitant réalisera une campagne de mesures destinée à quantifier l'effet d'ombre portée ressenti. En cas de constat d'un impact avéré (phénomène supérieur aux seuils de 30 minutes par jour ou de 30 heures par an), le maître d'ouvrage mettra en œuvre un mode de fonctionnement adapté des éoliennes en cause du phénomène.
- **Information et écoute des riverains** : L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...).

Article II-6 : Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité les programmes d'auto surveillance complémentaires définis aux articles suivants.

I. Auto surveillance de l'avifaune et des chiroptères

Le bilan des suivis d'activité et de mortalité de l'avifaune et des chiroptères sera produit sous la forme d'un rapport conclusif de l'impact des éoliennes sur ces populations.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Ces propositions d'actions supplémentaires à mettre en œuvre seront précisées dans le rapport conclusif.

Ce rapport sera transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées **au plus tard six mois** après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

II. Auto surveillance des niveaux sonores

Afin de vérifier le respect des prescriptions de l'article II-6 de cet arrêté préfectoral, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être réalisée, en période de jour et de nuit, dans un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits se trouvant à proximité du parc éolien : Kerbochet, Ker-Laurent, Kernévès, Le Launay, Kervéant, Kerdélès, Lancel, Quinquis-Fulen, Kergomard et Toul An Dol.

Le dispositif d'écoute des riverains prescrit à l'article II-5 permettra de prendre en compte les demandes concernant les nuisances potentielles.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

La campagne de mesures tient compte des éléments suivants :

- mesures diurnes et nocturnes ;
- prise en compte des conditions météorologiques homogènes ;
- prise en compte de la direction du vent ;
- mesures en période hivernale (absence de feuilles afin de prendre en considération les niveaux résiduels a priori les plus faibles) ou mesures en période estivale (début d'été, période où les feuilles contribuent à élever le niveau résiduel).

Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Le rapport acoustique est transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées **au plus tard trois mois** après l'achèvement de la campagne de mesures.

Article II-7 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. Il doit mettre en place des mesures compensatoires (modification du plan de gestion acoustique, bridages, coupures temporaires...) qui feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures engagées dans un délai de 12 mois. Il réalise un nouveau contrôle dans les mêmes délais si la situation persiste.

Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'Inspection des Installations Classées.

Article II-8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces dossiers sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées durant toute la période d'exploitation. En cas d'inspection, ce dossier doit être présent sur le site.

Article II-9 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du Code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : agricole (remise en culture).

Article II-10 : Démantèlement et remise en état du parc

Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.
- L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points ci-dessus.

Titre IV Dispositions finales

Article IV-1 : Caducité

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 515-109 du Code de l'environnement.

Article IV-2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être

déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor-1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article IV-3 : Publicité

Conformément à l'article R 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies des communes de Plouguernével et de Gouarec et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée aux mairies des communes de Plouguernével et de Gouarec pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article IV-3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Société SAS Energie Eolienne de Plouguernével SAS et transmise aux maires des communes de Plouguernével et de Gouarec.

Saint-Brieuc, le **13 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire Général



Georges SALAÜN

